

L'AFFAIRE ABM AUJOURD'HUI DEVANT LES JUGES

Un procès sous haute surveillance policière

Moment fort, aujourd'hui, au niveau du tribunal correctionnel de Sidi M'hamed relevant de la cour d'Alger. Le procès de l'affaire dans laquelle sont poursuivis pas moins de quinze policiers, dont des ex-officiers supérieurs et trois dirigeants de la société privée ABM spécialisée dans la vente de matériel informatique, se tiendra, aujourd'hui, sous haute surveillance policière.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La particularité de ce procès réside dans le fait que parmi les personnes poursuivies dans cette affaire, figure l'ancien colonel Chouaïb Oultache, auteur présumé de l'assassinat du patron de la police, Ali Tounsi. L'affaire porte sur des marchés de fourniture par la société ABM (Algerian Business Multimedia) de consommable informatique à la Sûreté nationale.

L'implication de l'ex-patron de l'unité aérienne de la Sûreté nationale réside dans le fait que le directeur général adjoint est son gendre. Il s'agit de Toufik Sator, poursuivi avec Zerouk Djaidir et Mohamed Antri Bouzar pour «complicité de dilapidation». Parmi les cadres de

la Sûreté nationale incriminés, douze ont été placés sous contrôle judiciaire et trois, à savoir le divisionnaire Dhimi, le commissaire Fettane et le colonel Oultache, sont sous mandat de dépôt. Selon l'arrêt de renvoi, il a été conclu qu'Oultache, l'auteur présumé de l'assassinat d'Ali Tounsi, aurait favorisé l'ABM, où exerce son gendre Sator, pour décrocher les trois contrats de fourniture de consommable informatique, selon la formule de gré à gré, en dépit des prix jugés excessifs, après qu'un avis d'appel d'offres eut été déclaré infructueux. Cela dit, beaucoup de choses ont été dites sur cette affaire. Mais il n'en demeure pas moins que l'incarcération des

trois gérants de la société ABM a suscité un grand élan de solidarité. La dernière déclaration de soutien à ces trois gérants vient du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care). Cette association a indiqué dans un communiqué que «Antri Bouzar et ses deux collaborateurs ont servi de boucs émissaires, d'éléments étrangers aux poursuites dont ils font l'objet». Le Care a estimé, en outre, que le recours au mandat de dépôt constitue une atteinte au principe de «présomption d'innocence».

D'autant plus, précise-t-on, que recourir «à une autre option que le mandat de dépôt n'entraverait en rien l'administration d'une bonne justice et permettrait de ne point aboutir à la condamnation anticipée de la société ABM». Le Care a tenu, dans son communiqué, à témoigner de «la probité» de Antri Bouzar, placé sous mandat de dépôt sur ordre d'un juge du tribu-



Photo : DR.

Chouaïb Oultache, auteur présumé de l'assassinat d'Ali Tounsi.

nal de Bab El-Oued. Les membres du parcours exemplaire de la de Care ont dit vouloir, à travers ce société ABM fondée par Antri communiqué, «apporter leur contribution pour attester unanimement

du parcours exemplaire de la société ABM fondée par Antri Bouzar Mohamed il y a vingt ans». **A. B.**

TIZI OUZOU

Démission collective de cadres du MSP

Ce n'est, sans doute, pas le parti d'où proviennent habituellement les sourds bruits de mécontentement de militants ou de cadres, du moins à Tizi Ouzou, mais depuis quelques semaines, au MSP, on a peut-être voulu «se rattraper». Ainsi, si l'on se fie à un document, portant le cachet officiel du bureau du parti de Bouguerra Soltani à Draâ Ben Khedda, daté d'il y a près de deux mois, il se trouve que le MSP a perdu ses «pointures» locales. En effet, ce sont le président, son second chargé des affaires organiques, le secrétaire à l'éducation et ses homologues en charge de l'administration et des finances, le responsable de la jeunesse, le chargé de la communication et la préposée à la question féminine et la famille, qui ont collectivement décidé de claquer la porte du parti. Sans trop vouloir s'étaler sur la ou les raisons de leur démission, les cadres du MSP à Draâ Ben Khedda évoquent des problèmes «à l'intérieur du mouvement». Selon une source bien informée sur cette affaire, les sept responsables du MSP se sont retirés en raison du comportement de deux de leurs camarades élus à l'APC, ayant décidé de passer outre les directives pour faire voter une résolution controversée au sein de l'exécutif communal. Et comme les instances nationales du MSP n'ont pas daigné prendre les mesures qui s'imposent contre les deux élus, il ne restait alors aux membres du bureau qu'à se retirer du parti. Ce qui est désormais officiel, a confirmé, hier, celui qui ne se considère plus comme le premier responsable du MSP à Draâ Ben Khedda.

M. Azedine

Faux barrage sur le CW 128

Le CW 128, aux environs de Tirmatine, à une quinzaine de kilomètres au sud de Tizi Ouzou, a été investi dans la soirée de lundi par un groupe terroriste dont le nombre n'a pu être déterminé avec exactitude. Selon diverses sources, la plupart des terroristes étaient armés de kalachnikovs alors que d'autres avaient des PA. Ils s'en sont pris aux quelques automobilistes qui s'étaient aventurés dans cette partie de la wilaya à des heures pas très recommandables, malgré la reprise en main du territoire par les services de sécurité. Il y a deux semaines, un groupe terroriste a assassiné trois personnes à Maâtkas à quelques kilomètres au sud de l'endroit où ce faux barrage a été dressé. Selon les mêmes sources, les usagers du CW 128 tombés dans ce guet-apens ont été contraints de déclarer leur identité avant de se voir autorisés à poursuivre leur route.

A. M.

BOUZEGUÈNE

Alerte à la grenade au marché hebdomadaire

Une grenade à moitié amorcée, selon une source sécuritaire, a été découverte hier matin sur une piste jouxtant le marché hebdomadaire du chef-lieu de Bouzeguène qui se tient tous les mardis. Selon la même source, l'engin explosif présente les mêmes caractéristiques que la grenade lancée, le Ramadan dernier, par un terroriste en fuite sur les policiers qui étaient à ses trousses. Après le bouclage du secteur, l'engin de la mort a été ensuite désamorcé par les artificiers avant de la faire exploser. Les terroristes auraient-ils égaré cette grenade ou ont-ils changé de stratégie en la posant sur un lieu fréquenté par beaucoup de citoyens, notamment un jour de marché ?

S. H.

INSTALLATION DU NOUVEAU DIRECTEUR DE LA SÛRETÉ DE LA WILAYA DE BOUMERDÈS

Reconfiguration du dispositif de lutte antiterroriste

Ali Badaoui, 56 ans, ancien chef des Brigades mobiles de la police judiciaire, BMPJ, de Boumerdès spécialisées dans la lutte anti-terroriste, retrouve les bureaux de la Sûreté de la wilaya de Boumerdès, 18 mois après les avoir quittés.

L'ancien patron de la BMPJ de Boumerdès a été envoyé en janvier 2010, après une promotion, à Laghouat pour occuper le poste de directeur de la Sûreté dans la wilaya des Hauts-Plateaux. Le commissaire divisionnaire Badaoui remplace donc Hidouche Idir, lui-même envoyé à Laghouat pour remplacer son successeur. La cérémonie de passation de consignes a été présidée hier au siège de la Direction de la police de Boumerdès par AHCène Boucenaya, inspecteur régional auprès de la DGSN. Il est clair que cette permutation entre dans le cadre d'une mise à niveau

du dispositif politico-militaire en charge de la lutte contre les groupes d'AQMI qui écument la Kabylie et les alentours de la capitale.

Cette mise à niveau n'a pas été dictée par les récents attentats notamment celui mené contre l'Académie interarmes de Cherchell mais ils sont probablement des accélérateurs. Au vu de la recrudescence des activités terroristes, particulièrement dans la Basse Kabylie, l'état-major de l'ANP, désormais unique source de commandement de la lutte anti-terroriste, aurait, comme on peut l'imaginer, exigé la désignation d'un spécialiste du terro-

risme à la tête de la police de Boumerdès. Ceux qui connaissent Ali Badaoui disent en effet qu'il est l'homme de la lutte anti-terroriste. Enfant de la région et natif de la commune de Tidjelabine, il a été longtemps, avec ses équipes, un véritable poison pour les émirs des katibats du GIA, du GSPC puis d'Aqmi ; avec en sus des résultats. Le domicile familial a été dynamité par les éléments du GIA et lui-même a échappé miraculeusement à plusieurs attentats. Ayant tissé des réseaux d'informations et gagné la confiance de la population, il connaît aussi bien le fonctionnement des séries installées dans le piémont de la wilaya de Boumerdès que la mentalité des terroristes ainsi que celle de leurs chefs. «Il ne fonctionne pas avec un

mental fonctionnarisé. Il met de la conviction dans le combat contre les islamistes armés. C'est son avantage», pense un observateur. Le nouveau chef de la police de Boumerdès sait ce qui l'attend. Il aura effectivement fort à faire.

En plus de l'augmentation effarante de la délinquance et de la criminalité dans la région, Aqmi a consolidé sa logistique augmentant dangereusement ses capacités de nuisance.

De plus, il aura pour obligation et pour mission de regagner la confiance du citoyen. Celui-ci, outré par les volte-faces politiques récurrentes des dirigeants du pays, observe avec nonchalance la poursuite de cette lutte républicaine contre les islamistes de tout acabit.

Abachi L.

BOUIRA

Des villageois ferment le siège de l'APC d'Ouled Rached

Encore une fois, les citoyens n'ont d'autre moyen pour demander leurs droits que de recourir aux actions de rue. Les responsables de la wilaya les ayant bien évidemment et depuis longtemps, superbement ignorés.

Hier, c'était au tour des citoyens du village Hellassa de se révolter en organisant devant le siège de leur APC, Ouled Rached, située à 40 km au sud-est de Bouira, un sit-in avec fermeture du siège, pour protester contre leur marginalisation et l'absence totale de projets de développement pour leur village.

Ainsi, et selon leur porte-parole qui nous a remis hier une plateforme de revendications, le village Hellassa, situé à 20 km au sud-ouest du chef-lieu de wilaya, a été ignoré par les responsables surtout concernant les plans de développement local.

En témoigne selon le porte-parole, le manque total de la moindre commodité, comme l'assainissement, l'éclairage public, les routes, les infrastructures de santé et celles de jeunes. Ainsi, et pour le cas de l'assainisse-

ment, notre interlocuteur dira que les gens recourent aux fosses septiques mais celles-ci s'avèrent inefficaces tant la texture du sol rend toute infiltration impossible, ce qui engendre des refoulements et des odeurs insupportables.

Outre l'assainissement, les routes du village sont laissées à l'abandon, rendant toute circulation, surtout en temps de pluie, presque impossible.

Ajoutez à cela le manque de gaz naturel alors que plusieurs autres villages limitrophes au chef-lieu, et dont la densité de population est moindre, en ont bénéficié, le manque de transport scolaire surtout pour les élèves du collège et du lycée qui poursuivent leurs études hors du village, la réfection de l'ancienne école primaire et la réalisation d'une nouvelle pour répondre à la demande de plus en plus grandissante pour ce village qui compte plus de 1 000 âmes, l'extension du réseau électrique pour toucher les maisons isolées et celles qui ont été réalisées dans le cadre de l'aide à l'habitat rural et dont les propriétaires sont incapables de payer la Sonelgaz pour leurs branchements ; la prise en charge de la jeunesse surtout les chômeurs, ainsi

que les personnes âgées. Autant de points soulevés par les villageois qui réclament leur prise en charge immédiate.

En somme, les villageois demandent au wali de se pencher un peu plus sur le cas de ces villages isolés, et ce, d'autant plus que lors de ses anciennes visites, il avait promis la prise en charge de leurs problèmes.

Signalons que le maire et le chef de daïra de Bechloul, de laquelle relève l'APC d'Ouled Rached, s'est déplacé sur les lieux et effectué en compagnie de quelques villageois une tournée dans le village pour prendre acte de tous ces problèmes.

Cependant, les villageois exigent des engagements fermes et le démarrage immédiat des travaux, notamment pour la réfection des routes, l'assainissement, l'éclairage public, l'école primaire.

Une rencontre au niveau du village était prévue pour hier soir, au cours de laquelle, des décisions sur la suite à donner à cette action devaient être prises, selon le porte-parole des villageois.

Y. Y.